
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.

Nº. CXVII.

Du Mardi 27 Octobre 1789.

LE recensement du scrutin a donné pour nouveaux secrétaires MM. Target, Thouret & Barnave.

Il n'y a point eu de majorité absolue pour le président ; & l'assemblée devoit se diviser à la fin de la séance pour faire un second scrutin.

M. Fréteau qui a été prié de continuer ses fonctions, a rapporté la teneur d'une lettre de Saint-Marcellin en Dauphiné, datée du 18 de ce mois & signée du maire & échevins de cette ville. Cette lettre est une marque signalée de la confiance que les habitans de Saint-Marcellin ont dans l'assemblée nationale ; ils disent que le député de leur ville a été rappelé à Romans relativement à des affaires importantes dont l'objet n'étoit pas annoncé ; le seul moyen, disent-ils, de n'être pas trompé est de nous adresser à l'assemblée nationale elle-même.

Le rôle honorable que la province du Dauphiné a joué dans la révolution actuelle, commencé par ses lumières & son patriotisme, dans un temps où cette vertu étoit dangereuse devoit répandre de l'intérêt sur la demande d'une de ses villes ; & les circonstances critiques où se trouve la nation, ne permettoient pas de dissimuler une convocation aussi inconstitutionnelle & d'un exemple aussi dangereux ;

Tom. III.

O o

aussi l'assemblée a-t-elle entendu avec le plus grand intérêt la discussion de cette affaire,

A cette occasion M. le président a cru devoir lui dire que M. le garde-de-sceaux après avoir permis la convocation des états du Béarn, leur avoit écrit pour ne les autoriser qu'à s'occuper que des impôts & de la contribution patriotique.

M. Duport a demandé le premier la parole : « la convocation faite par le Dauphiné, a-t-il dit, ne peut avoir trait, ni aux impôts, ni à la contribution patriotique, puisque la commission a convoqué non seulement les états ordinaires, mais même le doublement; & l'on fait que le doublement, par sa constitution provisoire, n'a d'autres fonctions que de procéder à la nomination des députés aux états-généraux; or, si le doublement ne peut s'occuper d'impôts, la commission intermédiaire qui l'a convoqué a eu pour objet, ou de faire révoquer les députés du Dauphiné à l'assemblée nationale, ou de renforcer les états pour délibérer sur des objets plus importants; quel autre motif cette commission pouvoit-elle avoir de convoquer le doublement pendant que vous vous occupez de l'organisation des assemblées provinciales; d'ailleurs, la commission intermédiaire ne peut convoquer les états sans permission du roi: c'est-là le point auquel il faut se fixer dans ce moment. Je demande donc que M. le président se retire par devers le roi, pour savoir si c'est de son consentement que les états ont été convoqués en Dauphiné; & au cas que ce soit contre le gré de sa majesté, pour la supplier de prendre des mesures propres à prévenir des convocations aussi illégales. »

Cette motion a été fortement appuyée, comme on le pense bien, parce qu'il importe à la chose publique & à l'affermissement de la révolution, que les diverses parties de l'empire consolidées & fondues ensemble par les fameux arrêtés du 4 août, ne se désunissent pas dans le moment

générales. M. Lanjuinais a fait ensuite lecture de l'arrêté pris par l'assemblée de Toulouse, & qui, n'étant pas sous nos yeux, ne sera inséré que dans la feuille suivante ; il paroît par cet arrêté, disoit M. Lanjuinais, que les membres de cette assemblée étoient très-mal informés des événemens de Versailles, & de la liberté dont l'assemblée jouit au sein de la capitale.

« Le mal est instant, disoit M. Peithion de Villeneuve ; les provinces méridionales semblent menacer de se défunir ; le Dauphiné & le Languedoc sont voisins, la contagion peut passer d'une province à l'autre, & la forme des convocations anciennes qu'on conserveroit encore, y perpétueroit l'ancien système, si au bien public, votre arrêté du 15 de ce mois, ne veut pas de distinction, d'ordres ; il est de votre dignité de ne plus souffrir cette vaine & dangereuse distinction ; elle seroit cependant conservée si vous n'arrêtiez les convocations qui vous sont dénoncées. Le Dauphiné viole ouvertement votre décret, il paroît vouloir s'assembler en trois ordres. Il faut vous y opposer promptement.

» J'observe, a répliqué M. de Blacons, que le Dauphiné, en convoquant *le doublement*, n'a pas contrevenu à votre décret du 15, puisque sa convocation est du 11 ; si elle vous choque ainsi, comment souffrez-vous qu'à Paris 60 districts, sous les yeux même de l'assemblée, résistent à loi martiale ? »

D'après ce discours, on croiroit que tous les districts de Paris commencent de méconnoître le pouvoir législatif de l'assemblée nationale ; loin de nous des soupçons de ce genre. Heureusement il n'y a qu'un district qui soit tombé dans cette erreur ; encore même est-il divisé sur cet objet ; mais de pareils faits ne sont point dangereux dans une cité qui est le foyer de l'esprit public & où cet esprit reprend si-tôt son empire, que les erreurs n'y sont jamais durables.

M. Gleizen observoit qu'il étoit indispensable de régler

les formes de la convocation des états provinciaux lorsqu'ils seront nécessaires pour octroyer & répartir ceux des impôts, qui selon vos décrets doivent être encore conservés & perçus. Il y a en Bretagne une *régie des devoirs* qui se porte à huit millions, & qui a besoin d'être renouvelée & consentie au mois de décembre prochain ; il convient donc, Messieurs, que vous ordonniez que la convocation relative à cet objet se fasse conformément aux formes qui seront établies.

M. Nostren a dit que le Béarn, qui n'avoit pu être convoqué que selon la forme ancienne, ne devoit s'occuper uniquement que des impôts & de la contribution patriotique.

Ici quelques voix confuses ont fait entendre ces mots, *question préalable*. M. Long a dit que celui qui formoit cette demande n'avoit qu'à mentir à la tribune.

M. de Clapier s'est présenté pour former cette étrange demande : « Il faut remonter au principe qui a fait agir les provinces, disoit M. Dupont. Elles n'ont fait des mouvemens qu'à l'époque où le roi est venu à Paris ; les provinces ont pu croire que cette translation faite avec l'appareil d'une armée & de l'artillerie, annonçoit quelque atteinte portée à la liberté du monarque & de l'assemblée nationale ; il faut donc désabuser les provinces à cet égard, & pour cela il est nécessaire que M. le président écrive aux provinces pour les informer très-exactement des faits & de la satisfaction de l'assemblée. »

Tandis que M. Dupont justifioit ainsi les craintes apparentes ou réelles de quelques provinces du royaume, deux députés d'Alsace attendoient le moment de manifester à l'assemblée, de la part de leurs commettans, une opinion & des sentimens plus dignes des habitans de la capitale. M. Kauffmann a dit : « J'ai reçu une lettre de mes commettans, par laquelle ils déclarent combien ils sont satisfaits d'apprendre notre translation dans la capitale ; ils crai-

intéressant où le régime uniforme & représentatif des municipalités & des provinces, doit être incessamment établi sur les meilleurs principes.

M. Cochard a lu une lettre qu'il venoit de recevoir du Dauphiné, qui lui rendoit compte des mouvemens que l'on se donnoit dans cette province, pour la convocation des états *en trois ordres* dans la ville de Romans; cette lettre faisoit mention aussi des bruits calomnieux que l'on répandoit à Grenoble contre l'assemblée nationale, en disant entr'autres choses, que l'on y faisoit les motions les plus propres à détruire la monarchie, & à lui substituer une démocratie royale, & qu'on tendoit à établir un corps de despotes odieux, qui feroient consacrer pour eux-mêmes l'aristocratie qu'ils condamnoient dans les autres.

Seroit-ce parce que l'assemblée nationale n'a pas voulu consacrer l'aristocratie & le despotisme qui devoient résulter nécessairement d'un *senat & du veto absolu*?

Je demande d'après ces faits, disoit M. Cochard, s'il n'importe pas à l'assemblée nationale d'arrêter de pareilles actions & des convocations aussi illégales. Rappelez donc tous les sentimens d'énergie & de patriotisme qui vous ont fait triompher jusqu'à présent de tous les obstacles.

MM. Loys & Arnoux regardant la motion de M. Dupont comme urgente, ont demandé que M. le président se retirât incessamment, & séance tenante devers le roi, pour s'informer s'il a permis ou non la convocation *du doublement* dans le Dauphiné.

M. Reubell désiroit que l'assemblée décrêtât de suspendre la convocation du doublement jusqu'à ce que le Dauphiné lui eût fait part des motifs.

M. de Blacons a dit que la lettre qu'il avoit reçu du 21 octobre n'annonçoit la convocation que pour le 2 novembre; que M. Mounier, qui n'a pas donné sa démission, étoit allé dans cette province, qu'il alloit revenir, & qu'il feroit connoître les motifs de son absence;

qu'ainsi il ne falloit pas s'allarmer sur une province fidelle, mais calomniée.

« Il faut s'instruire avant d'agir, disoit M. Duport ; nous ne pouvons pas douter du patriotisme du Dauphiné. Si le zèle pouvoit l'égarer, il faut lui écrire combien il est utile à toutes les provinces de se réunir dans ce moment ; c'est par les insinuations & non par des défenses que l'on invite à la paix.

« Nous sommes instruits du principe, disoit M. de Mirabeau, que nulle convocation ne peut être juste & légitime, si elle n'est faite conformément au mode de convocation & de représentation établi par l'assemblée nationale, & sanctionné par le roi. La motion établie par M. Duport est très-sage, mais il faut y consigner le principe. On provoque l'assemblée à s'instruire d'un fait qui ne peut échapper à sa sagesse dans l'état où est le royaume ; le fait est si notoire & si connu des ministres, que nous devons nous enquerir seulement de ce que le ministre peut faire pour l'empêcher, & des mesures qu'il doit prendre ».

M. de la Rochefoucault insistoit pour qu'on exprimât le principe général dans le décret, & pour que le pouvoir exécutif donnât les ordres nécessaires pour arrêter la convocation faite par la commission intermédiaire.

M. Lanjuinais ne s'est pas borné aux défenses réclamées contre le Dauphiné ; il a exposé ses craintes à raison des états de Bretagne & des nouveaux événemens de la ville de Toulouse ; il a rapporté qu'au sein de cette ville qui avoit donné tant de preuves de patriotisme & de soumission aux décrets de l'assemblée nationale, il venoit de se former une assemblée de 90 membres de la noblesse & de 80 membres du parlement qui, sous les prétextes de bien public, avoient pris un arrêté qu'ils dénonçoient aux représentans de la nation, afin qu'ils vissent combien leurs dispositions sur cet objet devoient être promptes &

l'assemblée en l'adoptant , attendu le décret suivant.

« L'assemblée nationale a décrété que nulle convocation ou assemblée par ordre, ne pourra avoir lieu dans le royaume, comme contraire aux décrets de l'assemblée; & que celle du 17 octobre, qui ordonne que toutes les assemblées des bailliages & sénéchaussées se feront par individus & non par ordres, sera envoyée par le pouvoir exécutif, ainsi que le présent décret, à toutes les provinces. bailliages, sénéchaussées, municipalités & autres corps administratifs du royaume ».

On est revenu à la motion de M. Duport, concernant les assemblées des pays d'états. Le même membre de la noblesse qui avoit déjà parlé, a répété sa demande d'ajournement; M. Chapelier a demandé de la réfuter.

« L'ajournement proposé, a-t-il dit, est un véritable danger qui tend à détruire la motion; il ne doit point y avoir d'assemblées provinciales, quand l'assemblée nationale est formée & que chaque province y a des représentans; la proposition contraire rendroit évidemment à détruire ou à bouleverser le royaume; ajourner la motion, c'est tolérer que les provinces s'assemblent; c'est les autoriser à faire des réunions dont le résultat ne peut être que dangereux avant la constitution achevée. Quel intérêt pressant peuvent avoir les provinces? Les impôts peuvent être répartis par des commissions intermédiaires. C'est aux municipalités à recevoir les déclarations & le produit des contributions patriotiques, & non pas aux provinces à y délibérer; ce ne sont donc que les mauvais citoyens qui voudroient mettre le trouble dans le royaume, qui sont intéressés à protéger ces convocations irrégulières. On parle du droit de pétition; mais ce n'est pas quand chaque municipalité, chaque corporation peut en faire, qu'on a besoin d'assembler les provinces; il ne faut pas fléchir sur le principe, sur-tout quand l'assemblée nationale est en activité: ainsi, dès que la propo-

sition a été faite, il faut la décider d'après le principe, & interdire à toutes les provinces le droit de s'assembler, jusqu'à ce que le mode de représentation & de convocation soit établi. »

M. de Clermont-Tonnerre condamnoit également la demande de Pajournement : il disoit ensuite qu'il étoit également frappé des inconvéniens des assemblées provinciales pendant la tenue de l'assemblée nationale. « C'est, disoit-il, du patriotisme qu'il faut attendre la cessation de ces assemblées ; mais je crois qu'après avoir déclaré les bases de la convocation, & déclaré que les distinctions d'ordres ont disparu de la surface du royaume ; il ne faut pas défendre aux provinces de s'assembler, pourvu que leurs convocations ne contredisent pas vos provinces.

« J'observe sur les districts que ce sont des moyens de police subordonnés à la commune de Paris, & propres à lui faire parvenir les pétitions des citoyens ; cette forme provisoire a eu sans doute des avantages, mais il faut dénouer les tentatives par lesquels ces districts pourroient nuire au bien public ». M. de Clermont-Tonnerre a dénoncé en conséquence l'arrêté du district de Saint-Martin-des-Champs, relativement à la loi martiale.

M. le président a répondu que toute pièce dénoncée devoit être authentique, & que plusieurs districts, entre autres celui de Sainte-Marguerite, avoient envoyé des procès-verbaux d'adhésion.

Mais la question des districts n'avoit aucun rapport avec la question agitée, & l'on ne peut contester aux districts de la capitale le droit d'adhésion & de pétition qui appartient à toutes les corporations & à toutes les communes du royaume. Leur dépendance immédiate & naturelle de la commune, & leur patriotisme particulier, ne laissent entrevoir aucun danger pour la chose publique.

Pendant que M. Duport observoit que les décrets du 15, n'avoient pas été envoyés à la sanction & qu'ils devoient

gnoient pour notre sûreté pendant que nous étions à Versailles, & ils nous félicitèrent bien de nous savoir au milieu des bons Parisiens ». Ce trait de franchise alsacienne a été singulièrement applaudi par l'assemblée & par les galeries.

M. Lavie a appuyé la relation de M. Kauffmann.

« Si l'on avoit proposé de reprendre ou blâmer des convocations faites d'une manière irrégulière, a dit M. de Mirabeau, nous écouterions avec plaisir ceux qui proposeroient des voies de douceur; mais on n'accuse, on n'attaque aucune province; il s'agit seulement d'arrêter une irrégularité notoire qui pourroit être dangereuse. Si l'on pense qu'il faut joindre les injonctions de l'autorité, ce sont-là des moyens de force publique & d'autorité légitime; mais on peut y joindre des informations fraternelles, lorsque vous avez décrété notre très-libre translation à Paris, on parle d'une adresse aux provinces, & vous fûtes frappés de sa nécessité; délibérez donc cette adresse, mais n'empêchez pas les démarches nécessaires pour arrêter les troubles qu'on voudroit faire naître dans les provinces.

M. Pison du Galand disoit que le décret du 15 n'étant pas connu, les anciennes formes subsistoient, qu'ainsi le Dauphiné n'avoit rien fait d'illégal, & qu'il avoit dû le faire pour asséoir les impôts; que le doublement étoit chargé de nommer quatre suppléans qui manquoient à la représentation de la province, d'où il concluoit que la conduite du Dauphiné étoit aussi régulière que nécessaire.

M. Alexandre de Lameth lui a répondu « qu'il s'étonnoit que le préopinant se plaignit de ce qu'on taxoit d'irrégularité la convocation du Dauphiné; qu'il suffisoit pour lui répondre, de lui rappeler le règlement des états de cette province, qui statue qu'ils ne pourront s'assembler sans le consentement du roi, qui n'a pas été demandé; il a ajouté que d'ailleurs c'étoit la commission intermédiaire du Dau-

« L'assemblée nationale a décrété qu'il sera suris à toutes convocations de provinces & des états, jusqu'à ce que l'assemblée nationale ait déterminé, avec l'acceptation du roi, le mode de leur convocation dont elle s'occupe présentement.

« Décrete en outre, que M. le président se retirera par devers le roi, à l'effet de demander à sa majesté, si c'est avec son consentement qu'aucune commission intermédiaire a convoqué les états des provinces, & dans le cas où ils auroient été convoqués sans la permission du roi, qu'il sera supplié de prendre les voies les plus promptes pour les prévenir.

Décrete en outre, que copie de la présente délibération soit envoyée par le pouvoir exécutif, sur le champ, aux commissions intermédiaires, ainsi qu'aux sénéchaussées, municipalités & autres corps administratifs.

« Décrete que le présent décret, ainsi que le précédent & celui sur la nomination des suppléans, sera sur le champ envoyé à l'acceptation du roi. »

M. Kispéter, député de la Flandres, avoit demandé pendant les premiers débats, qu'il fût fait une adresse aux provinces. M. le duc de la Rochefoucault a saisi le moment où l'on venoit de rendre le décret sur les assemblées des provinces, pour réclamer de plus fort *cette adresse expositive des motifs de l'assemblée.*

On est allé aux voix, cette adresse a été votée, le comité de rédaction a été chargé de ce travail.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au cent-vingtième numéro, sont priés de renouveler, & de rapporter le numéro de leur souscription, qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit, à Paris, chez Cussac, Libraire, au Palais-Royal, N^o 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.